

Pour l'Uniopss - le 30 juin 2016

Henry Noguès / Christine Chognot / Isabelle Léomant

Quels leviers pour l'emploi ? Contribution Uniopss à la démarche de France Stratégie 2017 2027 Avant-projet du 30 juin 2016

La situation de l'emploi est un facteur majeur de dislocation sociale. L'Uniopss, qui fédère les associations responsables d'activités dans le champ de la santé, du social et du médico-social est non seulement en capacité d'observer ce risque mais aussi d'entrevoir des leviers possibles. Toutefois les associations, l'économie sociale plus généralement et le champ des activités de la protection sociale plus spécialement, sont peu connus comme secteur employeur et porteur d'enjeux spécifiques au sujet de l'emploi. Les débats autour du prochain programme de gouvernement devraient permettre de mieux prendre en compte ces enjeux, majeurs pour la cohésion sociale. Lors du Congrès national de l'Uniopss les 30 et 31 mars 2016, cinq scénarios de prospective ont été mis en débat : la dislocation sociale, l'inertie et le compromis permanent, la gestion, la critique sociale, le rebond. Les congressistes, sans exclure le risque d'un basculement vers la dislocation sociale, ont néanmoins voulu construire des leviers pour le scénario du rebond ; ces leviers potentiels concernent les associations dans l'ESS, les politiques publiques et la société tout entière.

Chômage et emploi précaire : agir face au risque réel et durable de dislocation sociale

L'exclusion de l'emploi est un facteur majeur de mise au ban de la société. Contrairement aux idées reçues très largement répandues, nombreuses sont les personnes exclues de l'emploi qui souhaiteraient travailler. Il est important de soutenir l'accès à l'emploi par des politiques multiformes mais aussi de reconstruire une politique de la reconnaissance et de l'appartenance à la société en cas de non emploi.

✓ Un continuum engagement activité emploi pour soutenir la cohésion sociale en période de chômage structurel

En période de croissance faible et de chômage de longue durée, il est clair que le scénario du plein emploi est peu plausible, ce qui pose la question des politiques qui vont, dans cette situation, faire en sorte que le non emploi ne débouche pas nécessairement sur la non inclusion. Ainsi, la question est non seulement celle des revenus de substitution (indemnisation du chômage, RSA, ...), mais aussi celle de la reconnaissance des formes possibles d'appartenance par différents types d'activités : stages, apprentissage, bénévolat, volontariat. Les réponses en ce sens déjà été impulsées par les pouvoirs publics (service civique par exemple) ont besoin d'être amplifiées et financées. Mais il est également indispensable de valoriser et faire connaître comment les pratiques par lesquelles ces contributions impactent positivement la société et construisent la cohésion sociale. Ainsi l'engagement peut être un premier pas vers l'emploi, à mieux reconnaître ; de même, les activités d'insertion seraient à mieux valoriser, au-delà de l'inscription dans un dispositif ad-hoc ou de la contrepartie nécessaire à une allocation.

✓ L'accompagnement comme levier pour l'emploi

Les politiques favorisant l'accès à l'emploi sont essentielles et ont vocation à être soutenues pour différents publics. Le soutien à l'égalité des chances est indispensable pour les personnes éloignées de l'emploi et des politiques spécifiques sont nécessaires pour favoriser l'accès à l'emploi, selon les obstacles en présence : handicap, difficultés sociales, problèmes de scolarité, maladie, Quoi qu'il en soit, face aux mutations très importantes qui affectent et vont affecter la société, une perspective d'ensemble est nécessaire pour bâtir une politique d'accompagnement qui réponde aux enjeux professionnels mais aussi aux enjeux sociétaux. Scolarité, formation, logement, santé, sont des leviers indispensables pour améliorer l'employabilité.

✓ *Le soutien nécessaire aux transformations du travail et de l'emploi dans les activités de protection sociale*

Enjeux du progrès des sciences et techniques, développement des outils numériques, avec tant la possibilité de tâches mécanisées ou robotisées que la démultiplication des bases de données – sont des facteurs qui marquent fortement les conditions de travail dans les métiers de service du champ de la santé ou de l'accompagnement social. Ceux-ci sont également percutés par des restructurations massives qui touchent ce secteur depuis des décennies, sur fonds de problèmes de financement des activités de protection sociale. Les risques psycho sociaux sont importants ; ces mutations recouvrent aussi des enjeux éthiques. A condition d'être voulues et construites dans le cadre d'un projet d'ensemble, elles peuvent générer des dynamiques porteuses pour l'emploi, pour l'aménagement du territoire. Les démarches d'ensemble comme celle des Etats généraux du Travail social sont donc indispensables pour peser les évolutions (évolutions de l'emploi, évolutions sociétales) et les prendre en compte dans des politiques publiques adaptées.

✓ *Emploi et protection sociale : pour une perspective politique au-delà de la régulation économique*

Les tensions qui pèsent sur l'emploi ont régulièrement déséquilibré l'assise du système de protection sociale et conduit à la diffusion de représentations essentiellement négatives, et ce malgré le processus d'adaptation au longs cours suivi par le système de protection sociale. Compte tenu du rôle central de la protection sociale pour la cohésion sociale, il est très important de contribuer à une mise en évidence des enjeux à prendre en compte pour l'avenir, qui ne sont pas que des enjeux économiques mais bien des questions plus générales de soutenabilité, en termes d'équilibre entre les générations et les genres, de justice sociale.

Les potentiels de l'ESS : la nécessité d'un soutien volontariste des politiques publiques

Les emplois non marchands, nombreux et porteurs de richesses, sont pourtant peu connus et peu valorisés. La promulgation de la loi ESS en juillet 2014 est un point d'appui essentiel pour développer les potentiels de ce secteur, en termes d'activités et d'emploi. Mais des conditions seraient à prendre en compte pour favoriser un emploi de qualité et des réponses de qualité, à travers une volonté de recherche d'une utilité sociale et citoyenne et une quête de sens dans l'action sociale.

✓ *L'enjeu de la diversité des formes d'activité dans l'ESS*

La loi ESS reconnaît les formes canoniques de l'économie sociale – mutuelles, coopératives, associations – et l'entrepreneuriat social. Il est important que cette impulsion ne débouche pas sur un nivellement autour d'une seule forme reconnue fondée, sur la performance managériale. La non-lucrativité et les formes spécifiques d'entreprise par lesquelles elle s'est développée historiquement dans l'économie sociale, recèlent des potentiels pour développer des secteurs d'activité, des innovations, ancrées dans des dynamiques professionnelles, mais aussi sociales, territoriales. Il est nécessaire que les politiques publiques soutiennent cette spécificité et cette diversité.

Les travaux sur la gestion et la gouvernance des acteurs de l'ESS sont actuellement nombreux et montrent l'importance des avancées à opérer pour consolider l'emploi : modèle économique, RSE, lutte contre l'absentéisme, prévention des risques psycho sociaux, démarche de projet,... Ils supposent des politiques publiques attentives qui soutiennent les innovations, les acteurs et leurs réseaux.

✓ *Approche globale et recentrage sur le territoire*

Le développement économique et le soutien à l'emploi ne peuvent s'appuyer sur des politiques publiques dont les limites ont été identifiées de longue date. Comme l'ont illustré de manière convergente les contributions des pouvoirs publics au congrès de l'Uniopss, un levier essentiel réside dans la coordination territoriale des politiques publiques, qui conjugue transversalité, anticipation et investissement social, concertation et coopération multi acteurs.

Les leviers de l'emploi ne peuvent être appréhendés isolément, en dehors de toutes les composantes de l'aménagement du territoire. Il s'agit au contraire de les inscrire dans une approche globale des équilibres économiques et sociaux.